



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORET

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

PRESTATION D'ACTUARIAT POUR L'ONF, ONF AGIR POUR LA FORET ET LES FILIALES ONF ENERGIE, ONF LOGISTIQUE

MARCHE N° 2025-9245-004

Objet de la consultation

Le présent marché porte sur une prestation d'actuariat pour l'ONF, ONF Agir pour la forêt et les filiales ONF ENERGIE, ONF LOGISTIQUE.

Identification des pouvoirs adjudicateurs, membres du groupement de commandes

OFFICE NATIONAL DES FORETS
2bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

ONF Agir pour la forêt
2bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

ONF ENERGIE
2bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

ONF LOGISTIQUE
2bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Madame Valérie METRICH-HECQUET, Directrice générale de l'Office national des forêts en qualité de coordinatrice du groupement de commandes.

SOMMAIRE

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 1 | IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR..... | 4 |
| 1.1. | POUVOIR ADJUDICATEUR..... | 4 |
| 1.2. | PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHÉ | 4 |
| 1.3. | PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)..... | 5 |
| 1.4. | COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS..... | 5 |
| 2 | CADRE DU MARCHÉ | 5 |
| 2.1. | OBJET DU MARCHÉ | 5 |
| 2.2. | NOMENCLATURE..... | 5 |
| 3 | CONTEXTE..... | 5 |
| 4 | CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ..... | 6 |
| 4.1. | PROCEDURE..... | 6 |
| 4.2. | FORME DU MARCHÉ..... | 6 |
| 4.3. | DECOMPOSITION EN LOTS..... | 6 |
| 4.4. | DECOMPOSITION EN TRANCHES | 6 |
| 4.5. | PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES ET VARIANTES | 6 |
| 4.6. | MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION..... | 6 |
| 4.7. | DUREE DU MARCHÉ..... | 6 |
| 4.8. | LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ..... | 7 |
| 5 | DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ | 7 |
| 6 | MODALITES DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS..... | 7 |
| 7 | PRIX..... | 7 |
| 7.1. | FORME ET CONTENU DES PRIX | 7 |
| 7.2. | PAIEMENT DES PRESTATIONS | 7 |
| 7.3. | REVISION DES PRIX..... | 8 |
| 8 | SOUS-TRAITANCE..... | 8 |
| 9 | PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES..... | 9 |
| 9.1. | PRECISIONS TERMINOLOGIQUES – DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES | 9 |
| 9.2. | OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN SA QUALITE DE SOUS-TRAITANT DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT | 9 |
| 10 | OBLIGATIONS DU TITULAIRE..... | 13 |
| 10.1. | DISCRETION ET CONFIDENTIALITE | 13 |
| 10.2. | PROTECTION DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE..... | 14 |
| 11 | PROPRIETE INTELLECTUELLE..... | 15 |
| 12 | CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ | 15 |
| 12.1. | ENGAGEMENT DU TITULAIRE..... | 15 |
| 12.2. | MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION..... | 15 |
| 12.3. | CLAUDE DE REEXAMEN, PRESTATIONS NON PREVUES..... | 15 |
| 13 | PENALITES..... | 15 |
| 13.1. | PENALITES DE RETARD OU POUR PRESTATION NON CONFORME OU MANQUANTE..... | 16 |
| 13.2. | PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE..... | 16 |
| 13.3. | MODALITES DE MISE EN ŒUVRE..... | 16 |
| 14 | DROIT, LANGUE | 16 |
| 14.1. | DROIT, LITIGES ET CONTENTIEUX..... | 16 |

| | |
|--|-----------|
| 14.2. LANGUE | 16 |
| 15 ASSURANCE | 16 |
| 16 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE | 17 |
| 17 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL | 17 |
| 17.1. TRAVAILLEURS ETRANGERS | 17 |
| 17.2. TRAVAIL CLANDESTIN | 17 |
| 17.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES | 17 |
| 17.4. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR | 18 |
| 18 RESILIATION DU MARCHE..... | 18 |

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le marché est lancé en groupement de commandes avec les pouvoirs adjudicateurs suivants :

- Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043 116 Paris RCS dont le siège est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 MAISONS-ALFORT, représenté par Madame Valérie METRICH-HECQUET, Directrice générale de l'ONF, agissant en qualité de personne signataire du marché,
- ONF – Agir pour la forêt, Fonds de dotation régi par les articles 140 et 141 de la loi du 4 août 2008, immatriculée au RNA sous le numéro D7500167650017446 et ayant pour SIREN le numéro 879 935 336, dont le siège est 2bis, avenue du Général Leclerc, CS 30042, 94704 Maisons-Alfort Cedex, représenté par Madame Frédérique LECOMTE, Directrice du Fonds ;
- ONF Energie, Société par Actions Simplifiée au capital de 500 000 €, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 489 573 048, dont le siège social est 2bis, avenue du Général Leclerc, CS 30042, 94704 Maisons-Alfort Cedex, représentée par Monsieur Antoine BLED, Directeur Général Délégué ;
- ONF Logistique, Société par Actions Simplifiée au capital de 300 000 €, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 510 942 055, dont le siège social est 2bis, avenue du Général Leclerc, CS 30042, 94704 Maisons-Alfort Cedex, représentée par Madame Maryse BIGOT, Directrice Générale Déléguée ;

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est Madame la Cheffe du Département Prévention, Santé, Sécurité au Travail et Action Sociale de l'Office national des forêts :

Madame Stéphanie LENOBLE
2bis avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS-ALFORT
Téléphone : 07.86.70.23.04
Email : stephanie.lenoble@onf.fr

Pour ONF Energie :

Madame Jessica PHIRMIS
Responsable Administrative et Financière
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort
Téléphone : 01.40.19.78.19
Courriel : jessica.phirmis@onf.fr

Pour ONF Logistique :

Madame Maryse BIGOT
Directrice Générale Déléguée
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort
Téléphone : 06.24.49.15.31
Courriel : maryse.bigot@onf.fr

Pour ONF Agir pour la forêt :

Madame Frédérique LECOMTE
Directrice du Fonds
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort
Téléphone : 06.15.11.46.10
Courriel : frederique.lecomte@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande est Monsieur le chef du Département Achats, Patrimoine et Moyens généraux au sein de la Direction Economique et Financière au siège de l'établissement :

Monsieur Anthony MERCIER
2 avenue du Général Leclerc
94704 MAISONS-ALFORT CEDEX
Email : sg-p@onf.fr

1.4. Comptable public assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est :

- pour l'ONF, Madame l'Agente Comptable Principal de l'ONF au siège de l'établissement
- pour les autres pouvoirs adjudicataires, le service comptable.

2 CADRE DU MARCHE

2.1. Objet du marché

L'objet de la consultation est une prestation d'actuariat pour l'ONF, ONF Agir pour la forêt et les filiales ONF ENERGIE, ONF LOGISTIQUE.

Les prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2. Nomenclature

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

CPV : 66519600-7 : Services des actuaires

3 CONTEXTE

Le 1^{er} janvier 2025, un accord-cadre relatif à la couverture santé (lot 1) et prévoyance (lot 2) des salariés de l'office national des forêts et de certaines filiales, et à la couverture santé des agents publics de l'ONF (lot 3) a pris effet, pour une durée de quatre ans. Ce marché est reconductible dans les mêmes termes deux fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder six (6) ans.

Afin de suivre ces contrats complexes qui évoluent du fait des changements réglementaires et d'en assurer la bonne gestion, l'ONF souhaite recourir aux conseils d'un actuaire.

Le cabinet d'actuariat sera notamment chargé des prestations suivantes :

- Analyse des comptes annuels des régimes GFS, PSC et prévoyance de l'ONF et de ses filiales,
- Suivi des contrats d'assurance, de leur bonne exécution, y compris dans la gestion,
- Présentation des résultats et du suivi des contrats aux représentants du personnel,

- Proposition de modifications des régimes de remboursement en cas d'évolution réglementaire et l'assistance dans le cadre d'élaboration de documents contractuels.

Le cabinet d'actuariat suivra donc les trois marchés et assistera l'ONF pour tout dysfonctionnement dans la gestion des nouveaux dispositifs contractuels (litiges sur l'application des clauses du contrat, augmentation non contractuelle des cotisations). Il contrôlera et assistera l'ONF à la mise en place d'éventuel(s) avenant(s) et prise en charge de toute nouvelle procédure en cas de résiliation par l'assureur avant le terme du contrat.

4 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

4.1. Procédure

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 et suivants du code de la commande publique.

Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) et sauf dérogations mentionnées dans le CCAP.

4.2. Forme du marché

Il s'agit d'un marché ponctuel qui sera rémunéré par application d'un pourcentage de rémunération des cotisations.

4.3. Décomposition en lots

Le marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

4.4. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.5. Prestations supplémentaires éventuelles et variantes

Les prestations supplémentaires éventuelles et variantes ne sont pas autorisées.

4.6. Modification en cours d'exécution

Les dispositions du code de la commande publique sur les modifications des marchés s'appliquent (article R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique).

Les événements suivants constituent des clauses de réexamen :

- les évolutions législatives et réglementaires sur la protection sociale complémentaire ;
- la révision des prix dès lors que le rapport sinistre à prime est déséquilibré ;
- la modification de l'accord collectif conclu avec les organisations syndicales.

4.7. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2028. Il est reconductible dans les mêmes termes deux fois un (1) an par tacite reconduction.

La reconduction du marché est tacite sauf décision contraire adressée au titulaire par courrier postal dans un délai au plus de 3 mois avant l'échéance en cours.

Le titulaire ne peut refuser sa reconduction. Il reste tenu par son engagement pour la durée totale du marché, soit 72 mois maximum.
A défaut de reconduction, le marché sera terminé sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

4.8. Lieu d'exécution du marché

Les prestations objet du marché sont exécutées en France métropolitaine, Corse et outre-mer.

5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

En application de l'article 4-1 du CCAG-PI, les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du titulaire ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fera seule foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 3 annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, désigné ci-après CCAG-PI ;
- le mémoire technique du titulaire.
- les bons de commande émis dans le cadre du présent marché ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, le CCAG-PI étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

6 MODALITES DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification, admission, ajournement, réfaction ou rejet sont prises en application des articles 28 et 29 du CCAG-FPI.

7 PRIX

7.1. Forme et contenu des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

La rémunération du titulaire (taux de chargement) est un pourcentage appliqué au montant des cotisations HT.

Comme cela est prévu dans le marché relatif à la couverture santé et prévoyance des salariés ONF et à la couverture santé des agents publics ONF, ce taux ne pourra être supérieur à 2%.

Le taux est indiqué dans l'acte d'engagement.

7.2. Paiement des prestations

Le paiement de la prestation sera pris en charge directement par les titulaires des marchés couverture santé (lot 1) et prévoyance (lot 2) des salariés de l'office national des forêts et de

certaines filiales, et à la couverture santé des agents publics de l'ONF (lot 3) dans le cadre de leur marché.

7.3. Révision des prix

Le pourcentage de rémunération est ferme et invariable pour toute la durée du marché.

8 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.
La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, ii appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang. Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (centre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur garde pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

La création et le traitement de données personnelles sont soumis à des obligations destinées à protéger la vie privée et les libertés individuelles des personnes physiques, conformément aux dispositions communautaires et nationales.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le cadre juridique en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Le présent article rappelle les obligations légales et réglementaires des parties définies dans le règlement européen général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016, ainsi que dans l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 sur la protection des données personnelles modifiant la loi Informatique et Libertés de 1978, et son décret d'application n°2018-687 du 1er août 2018.

9.1. Précisions terminologiques – Délégué à la protection des données

Dans le cadre de ce marché, chaque membre du groupement d'acheteur est « responsable conjoint du traitement » au sens de l'article 4.7 du RGPD.

Le titulaire du marché est le « sous-traitant » au sens de l'article 4.8 du RGPD.

Un éventuel « sous-traitant » du titulaire au sens du code de la commande publique est appelé le « sous-traitant ultérieur » au sens de l'article 28.2 du RGPD.

- Au sein de l'ONF, le délégué à la protection des données personnelles est le chef du Département juridique (dpo@onf.fr).
- Pour ONF Energie, la déléguée à la protection des données personnelles est la responsable Administrative et Financière, jessica.phirmis@onf.fr.
- Pour ONF Logistique, la déléguée à la protection des données personnelles est la Directrice Générale Déléguée, maryse.bigot@onf.fr
- Pour ONF Agir pour la forêt, la déléguée à la protection des données personnelles est la Directrice du Fonds, frederique.lecomte@onf.fr

Dès la notification du marché, le titulaire du marché communique le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données à la personne en charge de l'exécution et du suivi du présent marché.

9.2. Obligations du titulaire en sa qualité de sous-traitant du responsable de traitement

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « le RGPD »), le titulaire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance tel que mentionnée ci-avant.
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement.

3. Assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
6. Le titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu. Tout sous-traitant ultérieur sera tenu de respecter les obligations du présent document et notamment les instructions du responsable de traitement. Le sous-traitant doit s'assurer que le sous-traitant ultérieur choisi, présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas les obligations en matière de protection des données, le sous-traitant demeure pleinement responsable de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations. Le sous-traitant sera tenu responsable en cas de manquement exclusivement imputable à lui et/ou à ses sous-traitants ultérieurs à leurs obligations en vertu du présent contrat, du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés.
7. Fournir, au moment de la collecte des données, aux personnes concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.
8. Contribuer à l'exercice des droits des personnes. Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le pouvoir adjudicateur responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.
9. Notifier les violations de données à caractère personnel. Après accord du responsable de traitement, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Cette notification devra se faire par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@onf.fr

Cette notification contient au moins les informations suivantes :

- La description de l'incident de sécurité : nature, portée, catégories et nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernées, catégories et nombre approximatif de personnes concernées, temporalité, conséquences ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel les informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des mesures prises, engagées ou proposées pour remédier à l'incident de sécurité, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuels effets négatifs pour les personnes concernées.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, le sous-traitant peut les communiquer de manière échelonnée.

Le sous-traitant s'engage à coopérer pleinement, à ses frais, avec le responsable de traitement afin de l'aider dans la gestion de cette situation et notamment en :

- L'aidant à la conduite des investigations sur l'incident de sécurité ;
- Fournissant au responsable de traitement ou au tiers indépendant qu'il a désigné, un accès physique aux installations et opérations concernées ;
- Organisant des entretiens entre le personnel du responsable de traitement et son propre personnel ;
- Fournissant tous les registres, journaux, dossiers, communications de données et autres documents pertinents nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux codes de conduite auxquels il aurait adhéré.

Le sous-traitant reconnaît que le responsable de traitement est seul habilité :

- A déterminer si l'incident de sécurité constitue ou non une violation de données à caractère personnel ;
- A décider si cette violation doit ou non être notifiée à l'autorité de contrôle, voire communiquée aux personnes concernées ;
- A formaliser le contenu de ladite notification ;
- A réaliser la notification proprement dite à la CNIL

Lorsque le responsable de traitement est dans l'obligation de communiquer la violation de données à caractère personnel aux personnes concernées, le sous-traitant prend en charge les frais liés à cette communication si la violation est survenue à cause d'un manquement du sous-traitant aux obligations prévues par le présent document et au RGPD.

Suite à une éventuelle violation de données, le sous-traitant assiste le responsable de traitement pour répondre à toute enquête ou demande émanant d'une autorité de contrôle, voire à toute plainte formulée par une personne concernée. Le sous-traitant tient et met à disposition du responsable de traitement un registre des incidents de sécurité qui ont impacté les données confiées et y documente, au minimum, toute information pertinente concernant les circonstances de ces incidents de sécurité, ses effets et les mesures prises à ses frais pour y remédier et éviter qu'ils ne se reproduisent.

10. Aider le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données prévues à l'article 35 du RGPD. Le titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle (article 36 du RGPD).

11. Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires au respect du RGPD, à savoir notamment :

- la pseudonymisation, le chiffrement des données à caractère personnel, le chiffrement des sauvegardes des données à caractère personnel, le chiffrement des données à caractère personnel en transit, le chiffrement des données à caractère personnel au sein des bases de données, un dispositif de détection des violations de données à caractère personnel et la mise à disposition des traces de connexion aux données traitées pour le compte du responsable de traitement pendant toute la durée de la mission. Ne pas chercher à lever le pseudonymat de données pseudonymes qui lui auraient été confiées

par le responsable de traitement. Informer sans délai le responsable de traitement en cas de réidentification à partir de données insuffisamment anonymisées par le responsable de traitement ;

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Concernant la sécurité des données, le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté pour la protection des données à caractères personnel.

Ces mesures techniques et organisationnelles doivent tenir compte de la doctrine de la CNIL et du Référentiel Général de Sécurité (RGS) et sont conformes aux standards de sécurité en vigueur.

Le sous-traitant s'engage à communiquer au responsable de traitement, sur simple demande, tout document décrivant sa politique de sécurité des informations, les mesures de sécurité mises en œuvre, les certifications obtenues et les résultats synthétiques des audits de sécurité qu'il fait réaliser. Ces documents sont considérés comme confidentiels.

Le sous-traitant s'engage expressément à :

- Prendre en compte les principes de protection des données par défaut et dès la conception de ses outils, produits, applications ou services (Security by Default & by Design) ;
- Assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité d'accès et d'usage des données qu'il traite pour le compte du responsable de traitement ;
- Tenir à jour une documentation écrite décrivant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre à cet effet ;
- Traiter avec diligence toute demande du responsable de traitement relative à la sécurité des données traitées dans le cadre du marché ;
- Rétablir dans les meilleurs délais la disponibilité et l'accessibilité des données du responsable de traitement en cas d'incident de sécurité ;
- Assurer le stockage des données du responsable de traitement séparément de ses propres données ou des données d'autres clients ;
- Restreindre l'accès aux données faisant l'objet du traitement au seul personnel habilité et autorisé à cet effet, du fait de son travail et ses fonctions, en limitant l'accès aux données strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité et reçoivent une formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés par le responsable de traitement, sauf si ladite copie est indispensable à la réalisation de la prestation ;
- Ne pas utiliser, ni communiquer les documents et informations traités à des finalités autres que celles définies par le présent marché ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution du marché. Toute modification importante des mesures de sécurité mises en place par le sous-traitant doit être documentée et présentée au responsable de traitement pour évaluation. Elles ne peuvent en aucun cas réduire le niveau de sécurité des données pendant l'exécution du marché.

12. Renvoyer, au terme du marché, toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou renvoyer les données à caractère personnel au titulaire désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

13. Communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.
14. Tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant (article 30 du RGPD) :
- l'identification des parties prenantes du traitement ;
 - la finalité du traitement ;
 - la conservation des données ;
 - le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
 - les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
 - le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées. Sur demande expresse et spécifique du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à traiter les données exclusivement sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne ou assurant un niveau de protection adéquat au titre de l'article 45 du RGPD ;
 - dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, celles prévus au point 11 ci-avant.
- Cette liste est non exhaustive.
15. Mettre la documentation nécessaire à la disposition du pouvoir adjudicateur pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le pouvoir adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. Le sous-traitant sera tenu responsable en cas de manquement exclusivement imputable à lui et/ou à ses sous-traitants ultérieurs à leurs obligations en vertu du présent accord, du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés. A ce titre, le sous-traitant s'engage à indemniser le responsable du traitement pour tout dommage direct subi par ce dernier. Le sous-traitant est responsable du traitement des données personnelles pendant toute la durée de la mission. En cas de non-respect par le titulaire de cet article du présent CCAP, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire conformément au point « J) » de l'article 39 du CCAG-PI.

10 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1. Discretion et confidentialité

Le Titulaire, à l'occasion de l'exécution du présent marché, se doit de respecter une obligation de confidentialité à l'égard de toute personne extérieure à l'ONF pour toute prestation qui lui est confiée.

L'expression "Information Confidentielle" signifie toute information ou donnée d'ordre technique, liée ou non à un droit de propriété intellectuelle et/ou industrielle quelconque et relative (entièrement ou en partie) au présent marché, ainsi que toute information ou donnée d'ordre financier, juridique, opérationnel, commercial ou administratif, à laquelle le titulaire a eu accès à l'occasion de sa mission ou qui lui a été communiquée par l'ONF, incluant (sans que cette liste soit limitative) tous plans, dessins, photographies, circuits, calculs, mesures, procédés, ou, plus généralement, tous moyens de communication des Informations Confidentielles.

La notion d'Information Confidentielle couvre notamment mais non exclusivement :

- Toutes données à caractère personnel au sens de l'article 1er de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

- Le contenu, le contenant et le fonctionnement des bases de données, dont l'ONF est propriétaire, en son état actuel, mais également en son état à venir ;
- Toutes les informations chiffrées et données statistiques de prévisions concernant l'ONF ;
- Toutes données de type commercial ;
- De manière plus générale, tout document sur lequel sera apposée la mention « confidentiel » en vertu du présent marché public.

10.2. Protection de l'information confidentielle

Le titulaire prend toutes mesures particulières à la protection des Informations Confidentielles et des supports de ces informations, quelle qu'en soit la nature ou la forme. Notamment, le titulaire:

- s'interdit toute communication écrite ou verbale, la publication, la remise et, de manière générale, la divulgation sous quelque forme que ce soit de ces informations et leurs supports à des tiers au marché, ou à d'autres fins que celles spécifiées par le ce même marché, et ce, sans autorisation écrite et préalable de l'ONF ;
- conserve strictement confidentielles les informations et en conséquence s'engage à ne pas révéler directement ou indirectement l'existence de l'accès consenti aux Informations ;
- s'interdit d'utiliser ces informations et leurs supports en dehors de ce marché, d'en faire un usage commercial et de les communiquer à des tiers à titre gracieux ou onéreux sans l'accord écrit et préalable de l'ONF ;
- prend toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des Informations Confidentielles, et ce, notamment afin d'empêcher qu'elles ne soient modifiées, déformées, endommagées ou détruites de manière accidentelle ou frauduleuse ;
- s'interdit de réaliser des développements et/ou d'adaptations ultérieurs de tout ou partie des informations et de leurs supports sans l'accord écrit préalable de l'ONF ;
- assure une étanchéité absolue entre les Informations Confidentielles et toute autre donnée ou information dont il pourrait assurer le stockage ou qu'il pourrait traiter pour son propre compte ou pour le compte de tiers ;
- avertir immédiatement par écrit l'ONF de tout élément pouvant laisser présumer une violation des obligations découlant du présent article ;
- ne communique les Informations Confidentielles qu'aux seules personnes physiques ou morales (son personnel, ses cotraitants ou ses sous-traitants) qui auraient directement besoin de les connaître pour la réalisation des prestations en lien direct avec la réalisation du marché ;
- adopte toute mesure propre à faire respecter les stipulations du présent marché par toute personne physique ou morale appelée par le titulaire à participer à la réalisation du projet.

Les obligations résultant du présent article ne s'appliquent pas si le titulaire apporte la preuve que l'information dont il est destinataire, au moment de sa communication, est déjà en sa possession ou tombée dans le domaine public. Elles cessent si le titulaire apporte la preuve que, depuis sa communication, cette information a été reçue par lui, d'un tiers, licitement et sans faire l'objet

d'une obligation de discrétion ou de confidentialité, ou est devenue accessible au public autrement que par violation des stipulations du présent article.

Le titulaire assume la responsabilité de la violation de l'obligation de confidentialité, que cette violation soit de son propre fait ou de l'un de ses préposés ou de toute personne physique ou morale appelée par elle à participer à l'exécution d'une prestation en rapport avec le présent marché.

11 PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ONF est seul titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins des marchés auquel ce dernier pourrait avoir accès. À la stricte fin de permettre au titulaire d'effectuer les prestations objets du marché, l'ONF lui concède le droit d'utilisation, de copie et de modification, dans la limite de la durée du marché et pour les besoins uniques des prestations et sur l'infrastructure matérielle du titulaire ou de l'ONF.

12 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

12.1.Engagement du titulaire

Le titulaire, pour assurer l'exécution des prestations, objet du présent marché, met à disposition de l'ONF et les filiales une personne ou plusieurs personnes désignées, qui sont de manière permanente les interlocuteurs privilégiés de l'ONF et les filiales.

12.2. Modifications en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, l'ONF ou les filiales peuvent prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision de l'ONF est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 15 jours, est réputée l'avoir acceptée.

12.3. Clause de réexamen, prestations non prévues

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix des prestations objet du présent marché devaient intervenir, les parties pourront convenir d'un réexamen par voie d'avenant des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent marché.

L'avenant issu de ce réexamen devra respecter les conditions posées par les articles L.2194-1 et s., et les articles R.2194-1 et s. du code de la commande publique.

13 PENALITES

Toute infraction à l'une ou l'autre des conditions générales ou particulières spécifiées au CCATP sera constatée par un rapport spécial de l'ONF et sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues au cahier des clauses administratives générales.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

13.1. Pénalités de retard ou pour prestation non conforme ou manquante

Les stipulations de l'article 14 du CCAG-PI sont applicables.

13.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

13.3. Modalités de mise en œuvre

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le Titulaire.

14 DROIT, LANGUE

14.1. Droit, litiges et contentieux

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

14.2. Langue

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers et correspondances adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

15 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou

matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

16 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ONF s'est engagé, dans le cadre de la gestion durable des forêts, dans une politique environnementale impliquant le respect de mesures destinées à réduire les impacts significatifs des activités sur l'environnement.

En conséquence, l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services..., qu'ils apportent une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges et aux clauses particulières intégrant des mesures de protection de l'environnement. Le co-contractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs et titulaires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF.

17 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

17.1.Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

17.2. Travail clandestin

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

17.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

17.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

| |
|---------------------------------|
| 18 RESILIATION DU MARCHE |
|---------------------------------|

Le marché est résilié de plein droit sans indemnité ni préavis en cas de faillite du titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations définies au présent marché.
Les articles du chapitre 7 du CCAG-PI sont applicables au présent marché.